

Déclaration Liminaire CTL du 12 juin 2019

Sous couvert de répondre aux attentes du mouvement des gilets jaunes et de la population rurale qui se sent oubliée, Mr Darmanin vient de dévoiler son plan de destruction massive de notre réseau, technocratiquement appelée « géographie revisitée ».

La CGT Finances Publiques 33 tient à réaffirmer son opposition totale à ce projet, qui pour la Gironde se traduit par la fermeture de plus des 2/3 des trésoreries actuelles, et la disparition totale du SIP de La Réole.

Nous ne sommes pas dupes des effets d'annonce vantant l'augmentation des implantations en Gironde passant de 34 communes avec accueil à 67.

Peut-on parler de service public renforcé comme le clame haut et fort Mr Darmanin, quand comme c'est déjà le cas à Bourg et St Ciers, l'usager se retrouve face à une tablette, accessible seulement une après-midi par semaine et sans aucun agent DGFIP sur place pour le renseigner et l'accompagner ?

Quels seront les moyens matériels et humains mis en place pour faire fonctionner ces accueils de proximité ?

Localement il a été décidé d'annoncer cette nouvelle organisation après la date limite de dépôt des fiches de mutation alors que nous demandions la communication de ce projet depuis le début de l'année. Les agents sont ainsi privés du droit le plus légitime, d'anticiper sur leur avenir professionnel à court terme, les laissant ainsi dans le plus grand désarroi.

Quelles garanties pour ces agents ? Quelle résidence, quelles indemnités, quel métier, quel statut ?
....

La CGT Finances Publiques refuse de s'inscrire dans une quelconque discussion tant au niveau national que local visant à mettre en œuvre ce dynamitage en règle.

La CGT Finances Publiques demande :

- la consolidation et la réimplantation de services de proximité de pleine compétence
- l'arrêt des suppressions d'emplois
- des embauches statutaires à la hauteur de l'ensemble de nos missions
- l'arrêt du démembrement de la DGFIP
- l'abandon du projet de « transformation de la Fonction Publique »

La CGT Finances Publiques continuera à se battre pour défendre nos statuts, nos droits et garanties.

Les élus en CTL de la CGT Finances Publiques 33 sont aujourd'hui présents mais refuseront de s'associer à la destruction programmée de nos missions et de nos services.

Néanmoins, ils veilleront au maintien des droits et garanties des agents.